

Art. 6. Dans l'article 29 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 11 mars 2008 et 9 juillet 2010, est ajouté, entre les alinéas 2 et 3, un alinéa libellé comme suit :

« De même, si la déclaration sur l'honneur est introduite dans les trois mois à compter du jour où l'organisme assureur a reçu la décision d'octroi de l'allocation de chauffage, l'intervention majorée est octroyée au bénéficiaire de l'allocation de chauffage à partir de la date de la décision susvisée. »

Art. 7. L'alinéa 3 de l'article 32 du même arrêté est complété avec les mots « ou, en ce qui concerne les bénéficiaires d'une allocation de chauffage, sur la première année suivant celle au cours de laquelle la décision d'octroi de l'allocation de chauffage a été prise. »

Art. 8. Le présent arrêté est applicable aux décisions d'octroi d'une allocation de chauffage qui sont prises à partir du 1^{er} juillet 2011.

Art. 9. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargée de l'Intégration sociale,
Mme L. ONKELINX

Art. 6. In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 maart 2008 en 9 juli 2010, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

« Zo ook wordt, indien die verklaring op erewoord is ingediend binnen de drie maanden vanaf de dag waarop de verzekeringsinstelling de beslissing tot toekenning van de verwarmingstoelage heeft ontvangen, de verhoogde tegemoetkoming toegekend aan de rechtgebende op een verwarmingstoelage vanaf de dag van die beslissing. »

Art. 7. In artikel 32 van hetzelfde besluit wordt het derde lid aangevuld met de woorden « of, wat de rechthebbenden op een verwarmingstoelage betreft, op het eerste jaar na dat waarin de beslissing tot toekenning van de verwarmingstoelage werd genomen ».

Art. 8. Dit besluit is van toepassing op de beslissingen tot toekenning van een verwarmingstoelage die worden genomen vanaf 1 juli 2011.

Art. 9. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 maart 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
belast met Maatschappelijke Integratie,
Mevr. L. ONKELINX

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 928

[C - 2011/29189]

16 DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification des échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ainsi que des fonctions du personnel administratif de l'enseignement supérieur non universitaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret du 12 mai 2004 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française;

Vu le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 février 2009 fixant les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 fixant les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif de l'enseignement supérieur non universitaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 novembre 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2010;

Vu les protocoles de négociation du 7 décembre 2010 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux - Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu la concertation des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 2 décembre 2010;
Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique, du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 février 2009 fixant les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française est remplacée par l'annexe reprise en annexe 1 au présent arrêté.

Art. 2. L'annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 avril 2009 fixant les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif de l'enseignement supérieur non universitaire est remplacée par l'annexe reprise en annexe 2 au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} décembre 2010.

Art. 4. Les Ministres en charge de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement obligatoire et de l'Enseignement de Promotion sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 décembre 2010.

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET

Annexe 1^{re}

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 2010 fixant les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française

TABLEAU DES ECHELLES DE TRAITEMENT AU 1/12/2010

Echelles de la classe « 18 ans »

<u>300/1</u>	<u>301/1</u>	<u>302/1</u>
13.374,44 — 17.210,20	13.549,69 — 17.385,45	13.962,81 — 17.798,57
1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23
1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46
1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39
12 ² x 260,39	12 ² x 260,39	12 ² x 260,39
<u>310/1</u>	<u>300/2</u>	<u>301/2</u>
14.375,92 — 18.211,68	13.800,07 — 17.635,83	13.975,33 — 17.811,09
1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23
1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46
1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39
12 ² x 260,39	12 ² x 260,39	12 ² x 260,39
<u>302/2</u>	<u>310/2</u>	<u>300/4</u>
14.388,45 — 18.224,21	14.801,56 — 18.637,32	15.071,96 — 18.907,72
1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23
1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46
1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39
12 ² x 260,39	12 ² x 260,39	12 ² x 260,39
<u>301/4</u>	<u>302/4</u>	<u>310/4</u>
15.247,22 — 19.082,98	15.660,33 — 19.496,09	16.073,45 — 19.909,21
1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23
1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46
1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39
12 ² x 260,39	12 ² x 260,39	12 ² x 260,39
<u>320/1</u>	<u>330/1</u>	<u>330/2</u>
16.691,87 — 20.527,63	17.205,13 — 21.040,89	17.630,77 — 21.466,53
1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23
1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46
1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39
12 ² x 260,39	12 ² x 260,39	12 ² x 260,39

Echelles de la classe « 20 ans »

<u>200/1</u>	<u>201/1</u>	<u>202/1</u>
14.275,77 — 24.040,33	14.375,92 — 24.140,48	14.476,07 — 24.240,48
1 ¹ x 275,42	1 ¹ x 275,42	1 ¹ x 275,42
1 ¹ x 550,84	1 ¹ x 550,84	1 ¹ x 550,84
1 ³ x 638,45	1 ³ x 638,45	1 ³ x 638,45
13 ² x 638,45	13 ² x 638,45	13 ² x 638,45
<u>210/1</u>	<u>200/2</u>	<u>201/2</u>
14.876,67 — 24.641,23	15.102,00 — 24.866,56	15.202,15 — 24.966,71
1 ¹ x 275,42	1 ¹ x 275,42	1 ¹ x 275,42
1 ¹ x 550,84	1 ¹ x 550,84	1 ¹ x 550,84
1 ³ x 638,45	1 ³ x 638,45	1 ³ x 638,45
13 ² x 638,45	13 ² x 638,45	13 ² x 638,45
<u>202/2</u>	<u>210/2</u>	<u>220/1</u>
15.302,30 — 25.066,86	15.702,90 — 25.467,46	19.383,37 — 29.147,93
1 ¹ x 275,42	1 ¹ x 275,42	1 ¹ x 275,42
1 ¹ x 550,84	1 ¹ x 550,84	1 ¹ x 550,84
1 ³ x 638,45	1 ³ x 638,45	1 ³ x 638,45
13 ² x 638,45	13 ² x 638,45	13 ² x 638,45
<u>230/3</u>		
20.434,93 — 30.199,49		
1 ¹ x 275,42		
1 ¹ x 550,84		
1 ³ x 638,45		
13 ² x 638,45		

Echelles de la classe « 22 ans »

<u>153</u>
18.655,51 — 31.276,10
1 ¹ x 546,47
1 ¹ x 1092,94
1 ³ x 899,45
1 ² x 927,33
1 ² x 927,86
9 ² x 914,06

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 2010 portant modification des échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ainsi que des fonctions du personnel administratif de l'enseignement supérieur non universitaire.

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,

Mme M.-D. SIMONET

Annexe 2

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 2010 fixant les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif de l'enseignement supérieur non universitaire

TABLEAU DES ECHELLES DE TRAITEMENT AU 1/12/2010

Echelles de la classe « 18 ans »

		300/1
		13.374,44 — 17.210,20
		1 ¹ x 150,23
		1 ¹ x 300,46
		1 ³ x 260,39
		12 ² x 260,39
<u>301/1</u>	<u>302/1</u>	<u>310/1</u>
13.549,69 — 17.385,45	13.962,81 — 17.798,57	13.375,92 — 18.211,68
1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23	1 ¹ x 150,23
1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46	1 ¹ x 300,46
1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39	1 ³ x 260,39
12 ² x 260,39	12 ² x 260,39	12 ² x 260,39
<u>330/1</u>		
17.205,13 — 21.040,89		
1 ¹ x 150,23		
1 ¹ x 300,46		
1 ³ x 260,39		
12 ¹ x 260,39		

Echelles de la classe « 20 ans »

<u>200/1</u>	<u>201/1</u>	<u>202/1</u>
14.275,77 — 24.040,33	14.375,92 — 24.140,48	14.476,07 — 24.240,63
1 ¹ x 275,42	1 ¹ x 275,42	1 ¹ x 275,42
1 ¹ x 550,84	1 ¹ x 550,84	1 ¹ x 550,84
1 ³ x 638,45	1 ³ x 638,45	1 ³ x 638,45
13 ² x 638,45	13 ² x 638,45	13 ² x 638,45
<u>210/1</u>	<u>220/1</u>	<u>230/3</u>
14.876,67 — 24.641,23	19.383,37 — 29.147,93	20.434,93 — 30.199,49
1 ¹ x 275,42	1 ¹ x 275,42	1 ¹ x 275,42
1 ¹ x 550,84	1 ¹ x 550,84	1 ¹ x 550,84
1 ³ x 638,45	1 ³ x 638,45	1 ³ x 638,45
13 ² x 638,45	13 ² x 638,45	13 ² x 638,45

Echelles de la classe (22 ans)

<u>216</u>	<u>245</u>
17.081,45 — 29.670,89	20.039,92 — 32.680,99
1 ¹ x 546,49	1 ¹ x 557,33
1 ¹ x 1.092,98	1 ¹ x 1.114,66
13 x 896,33	13 x 914,09
1 ¹ x 913,04	11 ² x 914,09
10 ² x 914,06	

Echelle de la classe (23 ans)

<u>340</u>
20.039,92 — 34.724,12
1 ¹ x 646,49
1 ¹ x 1.292,98
1 ¹ x 646,49
11 ² x 1.099,84

Echelles de la classe (24 ans)

<u>411</u>	<u>415</u>	<u>422</u>
20.039,92 — 36.337,08	21.333,02 — 37.630,18	23.740,80 — 40.037,96
1 ¹ x 691,13	1 ¹ x 691,13	1 ¹ x 691,13
1 ¹ x 1.392,26	1 ¹ x 1.392,26	1 ¹ x 1.392,26
1 ³ x 1.293,07	1 ³ x 1.293,07	1 ³ x 1.293,07
10 ² x 1.293,07	10 ² x 1.293,07	10 ² x 1.293,07

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 2010 portant modification des échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française ainsi que des fonctions du personnel administratif de l'enseignement supérieur non universitaire

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

J.-C. MARCOURT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 928

[C - 2011/29189]

16 DECEMBER 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de weddeschalen van de ambten van het administratief personeel, het meesters- vak- en dienstpersoneel van de schoolinrichtingen en van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap alsook van de ambten van de administratieve personeelsleden van het niet-universitair hoger onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 12 mei 2004 tot bepaling van het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, hogere kunstscholen en Hoger instituten voor Architectuuronderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1970 houdende bezoldigingsregeling van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, inzonderheid op de artikelen 4 en 5;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 februari 2009 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambten van het administratief personeel, het meesters- vak- en dienstpersoneel van de schoolinrichtingen en van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambten van de administratieve personeelsleden van het niet-universitair hoger onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 november 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 december 2010;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 7 december 2010 van het Onderhandelingscomité van Sector IX van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de personeelsstatuten van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het overleg van de representatieve studentenverenigingen op gemeenschapsniveau van 2 december 2010;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken, van de Minister van Hoger onderwijs en van de Minister van Leerplichtonderwijs en van onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bijlage 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 februari 2009 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambten van het administratief personeel, het meesters- vak- en dienstpersoneel van de schoolinrichtingen en van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap wordt vervangen door de bijlage opgenomen in bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 2. Bijlage 3 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 april 2009 tot vaststelling van de weddeschalen van de ambten van de administratieve personeelsleden van het niet-universitair hoger onderwijs wordt vervangen door de bijlage opgenomen in bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 2010.

Art. 4. De Ministers belast met het Hoger onderwijs, het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie worden belast, elk wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 december 2010.

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Hoger onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Leerplichtonderwijs en Onderwijs voor Sociale promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET